

Informations du Guatemala

3° Année, n° 147

Du 24 octobre au 6 novembre 1985

POLITIQUE

Elections

Opinion des Etats-Unis

Opinion du Parlement Britannique

Opinion des Organisations humanitaires américaines

Opinion de parlementaires et d'hommes politiques allemands

Opinion d'Organisations et de personnalités du Costa Rica

Causes internes, origine des conflits

Opinion de l'Eglise

Opinion de la Commission des Droits de l'Homme

Opinion d'universitaires

Enquête menée sur les ingérences

Scissions au sein de l'armée?

Déploiement de forces

Déclarations de Mejia Victores

INSURRECTION

Offensive de l'armée à San Marcos

Attaque d'une garnison

Occupation de plantations agricoles

Activité insurrectionnelle à El Peten

Déclarations de l'armée mises en doute

On déplore un accident

SITUATION SOCIALE

Intimidation à l'encontre de dirigeants ouvriers

Manifestation interdite

DROITS DE L'HOMME

Appel lancé à la Communauté Internationale

Occupation d'une cathédrale

Assassinat d'hommes politiques

POLITIQUE

ELECTIONS

Après avoir effectué le calcul du total des voix émises le 3 novembre, le Tribunal Suprême Electoral a transmis, le 6 novembre, les résultats suivants :

PARTIS	VOIX	POURCENTAGE
Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG) (Vinicio Cerezo Arevalo)	648 681	38,65
Union du Centre National (UCN) (Jorge Carpio Nicolle)	339 522	20,23
Parti de Conciliation Nationale et Parti Révolutionnaire (PDCN-PR) (Jorge Serrano Elias)	231 397	13,78
Mouvement de Libération Nationale et Parti Institutionnel Démocratique (MLN-PID) (Mario Sandoval Alarcón)	210 806	12,56
Centrale Authentique Nationaliste (CAN) (Mario David Garcia)	105 473	6,28
Parti Socialiste Démocratique (PSD) (Mario Solorzano Martínez)	57 362	3,41
Parti National Rénovateur (PNR) (Alejandro Maldonado Aguirre)	52 941	3,20
Parti d'Unification Anti-Communiste, Front Uni Nationaliste et Mouvement Emergent de Concorde (PUA-FUN-MEC)	32 128	1,91

Selon les chiffres officiels fournis jusqu'à ce jour, l'abstentionnisme a atteint les 30,7 %, les votes nuls s'élèvent à 5,7 % et les votes blancs à 3% sur un total de 2 753 000 personnes recensées qui ont en tout et pour tout émis 1 668 300 suffrages valablement exprimés.

On estime que sur les 7,8 millions d'habitants du pays, plus de 3 millions de personnes en âge de voter ne se sont pas inscrites pour le vote. Ainsi, le parti gagnant, n'a atteint que 25% des voix des citoyens recensés, alors que le deuxième parti n'aurait obtenu que 12%. Dès lors, étant donné que la DCG n'a pas bénéficié de la majorité requise, il faudra en date du 8 décembre prochain organiser un deuxième tour électoral. De même le PSD, le PNR et le PUA-FUN-MEC, n'ayant pas obtenu les 4% des suffrages, ne pourront plus se présenter en tant que partis en lice.

OPINION DES ETATS-UNIS

Le 4 novembre, le sénateur Mc Dowell, membre de la Commission Sénatoriale des Etats-Unis, qui s'était rendu au Guatemala pour observer le déroulement des élections du 3 novembre, déclarait que Washington espérait que le "nouveau gouvernement guatémaltèque" deviendrait la pièce maîtresse de sa politique régionale.

De même, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Alberto Martínéz Piedra, a signalé que l'Administration Reagan espérait que le gouvernement élu abonderait dans le sens de la position politique des Etats-Unis dans la région d'Amérique Centrale et a assuré que son gouvernement se montrerait plus réceptif aux demandes d'aide émanant du nouveau gouvernement guatémaltèque.

Le démocrate, Richard Lugar, membre du Congrès, qui assistait en sa qualité de membre à la Commission Sénatoriale sus-mentionnée, a fait savoir que les élections présidentielles étaient très importantes aux fins de stimuler l'aide économique et militaire que la Maison Blanche fournit au gouvernement guatémaltèque.

OPINION DU PARLEMENT BRITANNIQUE

Dans une déclaration publiée à Londres, le premier novembre, des membres de la Chambre des Communes britannique mettaient en exergue le fait que les élections présidentielles au Guatemala ne mèneraient pas le pays vers la formation d'un gouvernement démocratique étant donné que les militaires avaient l'intention de maintenir le contrôle. Ils demandaient également dans cette déclaration aux pays de la Communauté Internationale de s'abstenir de fournir de l'aide au régime guatémaltèque.

Les 35 parlementaires, toutes tendances politiques confondues, ont signalé qu'au Guatemala, "l'assassinat et l'enlèvement des civils étaient systématiquement perpétrés par les services de sécurité" et, ils ont souligné qu'au cours des 6 premiers mois de 1985, quelques 781 cas de disparitions forcées avaient été rapportés. Le groupe parlementaire, appuyé par des députés de nationalité suédoise, hollandaise, autrichienne, allemande (de la République Fédérale), belge et danoise, a, en outre, dénoncé le fait que les forces armées guatémaltèques commettent des attaques constantes contre la population civile.

OPINION DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES AMERICAINES

Le 31 octobre, le Bureau de Washington sur l'Amérique Latine -WOLA- et le Conseil des Affaires Hémisphériques -COHA- signalaient, aux Etats-Unis, que l'armée guatémaltèque et les intérêts belliqueux de l'Administration Reagan en Amérique Centrale étaient les plus sûrs gagnants des élections présidentielles qui se déroulent au Guatemala.

Les dites organisations, en soulignant que les violations des Droits de l'Homme perduraient au Guatemala et que les élections relevaient de la farce, affirmaient qu'il n'y aurait pas de véritable transition de pouvoir entre les mains des civils et que les militaires allaient bénéficier des prêts internationaux et de l'aide militaire américaine.

Elles ont rappelé que le 11 octobre dernier, le gouvernement guatémaltèque avait été qualifié par la Commission Inter-Américaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains -OEA- de "habituel violeur" des Droits fondamentaux de l'Homme et elles ont ajouté que Vinicio Cerezo, probablement le futur président, avait déclaré qu'il n'allait pas ouvrir une enquête sur les dites violations.

OPINION DE PARLEMENTAIRES ET D'HOMMES POLITIQUES ALLEMANDS

Une délégation d'Allemagne occidentale composée par les députés Brigitte Heinrich et Christian Stroebbel, le député du Parlement Européen, Günter Höpfenmüller et des dirigeants écologistes allemands, affirme qu'il n'existe pas de processus de démocratisation au Guatemala et que les militaires continueront à gouverner et à maintenir le climat de terreur.

La délégation souligne qu'en dépit de l'invitation faite par le gouvernement guatémaltèque au Congrès de République Fédérale d'Allemagne, à savoir de l'inviter à visiter le pays, le Chef de l'Etat, le Général Mejía Victores avait refusé de recevoir les membres du Congrès allemand lorsque l'ambassade allemande avait sollicité une entrevue et de la sorte, ils n'avaient pas été en mesure de visiter les Pôles de Développement.

OPINION D'ORGANISATIONS ET DE PERSONNALITES DU COSTA RICA

Le 25 octobre, dans une lettre publique adressée au Général Oscar Mejía Victores, des Organisations corporatistes et des personnalités costariciennes dénonçaient le fait qu'au Guatemala, les voies institutionnelles permettant de résoudre les conflits politico-sociaux n'avaient pas été créées et que l'on n'avait pas favorisé les conditions minimales pour que soit possible une compréhension entre les groupes sociaux.

Le texte de la lettre mentionne également que la population guatémaltèque s'est vue dans l'obligation de descendre dans les rues pour essayer de soulager la situation aigüe qui lui a été imposée au cours des régimes totalitaires et exclusifs dont le seul souci aura été la sauvegarde des privilèges et la protection des intérêts d'une minorité.

CAUSES INTERNES, ORIGINE DES CONFLITS

Le ministre des Affaires Extérieures mexicaines, Bernardo Sepulveda, au cours d'un dialogue organisé sur le thème de l'Amérique Latine, le 28 octobre, au Centre Roosevelt, dans la ville de Chicago, aux Etats-Unis, signalait que le Mexique "a reconnu que l'origine des conflits d'Amérique Centrale résidait dans l'addition des retards économiques et sociaux et dans les carences qui caractérisent les institutions politiques de la plupart des pays de la région".

C'est pourquoi, selon le ministre des Affaires Extérieures, les transformations sociales et en corollaire la modification du statut qui se produisent dans un ou plusieurs pays ne doivent pas être interprétées "nécessairement comme des éléments qui mettent en danger la co-existence régionale ou qui menacent, en tant que tels, l'équilibre mondial du pouvoir".

OPINION DE L'EGLISE

Le 2 novembre, l'Archevêque de Guatemala, Próspero Penados del Barrio signalait que le nouveau gouvernement sera militarisé "car après 15 ans de dictatures, l'armée ne sera pas disposée à abandonner le pouvoir". Il a ajouté que "les militaires constitueront le pouvoir dans les coulisses du trône".

Le prélat a déclaré qu'il était clair que la militarisation du pays allait se poursuivre et a affirmé que les élections, si elles ne constituaient pas la solution du problème pouvaient, néanmoins, être considérées comme un pas en avant aux fins de s'acheminer vers une meilleure situation du pays.

OPINION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Le 28 octobre, des membres du Conseil Consultatif de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala faisaient savoir que le climat d'intimidation et de terreur qui sévit au Guatemala, la veille des élections, est semblable à celui qui règne en Afrique du Sud.

Elezabeth Odio, costaricienne et membre du dit Conseil, a déclaré qu'un véritable processus de démocratisation dans ce pays d'Amérique Centrale impliquerait le respect, sans exceptions, des Droits de l'Homme, la fin des mesures restrictives qui limitent la liberté de la population indigène, avec un accent particulier sur les Patrouilles d'Auto-Défense et les Pôles de Développement, l'arrestation et le procès des militaires et para-militaires des forces de sécurité responsables des violations des Droits élémentaires et l'éclaircissement sur la situation des détenus et disparus.

OPINION D'UNIVERSITAIRES

Le 27 octobre, L'Association des Etudiants Universitaires -AEU-, de l'Université de San Carlos de Guatemala, dans un communiqué publié dans un encart de presse et paru le 27 octobre dans divers milieux de presse nationaux, soulignait que les élections présidentielles au Guatemala se déroulaient dans un climat de répression, de suppression des Droits de l'Homme les plus élémentaires et de profonde crise économique.

L'AEU mentionne le fait que les guatémaltèques n'oublient pas que ce processus est mené à bien alors que parallèlement des milliers de personnes sont détenues dans des prisons clandestines et dans des camps de concentration. C'est pourquoi ils déclarent que les partis politiques qui participent au processus électoral représentent encore et toujours les intérêts des minorités et de l'administration Reagan.

ENQUETE MENEES SUR LES INGERENCES

Le 30 octobre, on apprenait que l'Assemblée législative du Salvador avait décidé de mener une enquête sur la possible ingérence du gouvernement démocrate-chrétien présidé par Napoleôn Duarte dans la politique électorale guatémaltèque.

Les législateurs salvadoriens affirment que le régime de Napoleôn Duarte est en train d'utiliser des ressources gouvernementales dans la campagne électorale guatémaltèque en faveur de la candidature du Démocrate-Chrétien Vinicio Cerezo.

SCISSIONS AU SEIN DE L'ARMEE

Selon un document qui circule dans le pays depuis le 28 octobre et auquel souscrit

une organisation militaire appelée Commando de "Dignification" de l'Armée du Guatemala, le gouvernement civil qui naîtra des élections aura pour tâche l'assainissement du pays c'est-à-dire mettre un terme à la corruption et à la violence généralisée. Il devra également écarter les militaires qui ont exercé des positions importantes au sein des anciens gouvernements car ils doivent répondre aux lourdes charges qui pèsent contre eux. Si ces actions n'étaient pas menées à bien, il faudra s'attendre au coup d'Etat.

Le document formule de graves accusations à l'encontre du Chef et du Sous-Chef de l'Etat, les Généraux Oscar Mejia Victores et Rodolfo Lobos Zamora et d'autres militaires du Conseil des Commandants.

DEPLOIEMENT DE FORCES

Dès le 2 novembre, d'importants contingents de troupes renforcés par des avions de combat et des hélicoptères ont été mobilisés dans le cadre des mesures adoptées par le gouvernement aux fins de contrôler le processus électoral.

Le Bureau des Relations Publiques de l'armée a demandé à la population de ne pas s'inquiéter devant les dispositifs de sécurité qui ont été pris; qui pour la seule capitale, la ville de Guatemala ont exigé la mobilisation de quelques 15 à 20 000 soldats et policiers et la formation de barrages à tous les points stratégiques de la capitale alors que conjointement, le 3 novembre d'autres forces de sécurité en civil se glissaient parmi les files d'électeurs et aux abords des urnes.

DECLARATIONS DE MEJIA VICTORES

Le 5 novembre, le Général Mejia Victores donnait une conférence de presse où il écartait la possibilité d'un procès organisé par le nouveau gouvernement et au cours duquel seraient cités tous les militaires guatémaltèques impliqués dans des cas de violations de Droits de l'Homme : "Ce n'est pas l'Argentine. Nous sommes différents et nous les respectons, malheureusement nous connaissons quelques divergences de vue à cet égard. En outre, ils n'ont même pas de sang indigène", a déclaré le Chef de l'Armée.

Mejia a déclaré qu'il était erroné d'affirmer que les derniers gouvernements du pays avaient été militaires, que le régime qu'il préside s'est montré respectueux des Droits de l'Homme et il a assuré qu'il remettrait le pouvoir aux mains du président élu et que l'armée ne s'immiscerait pas dans la nouvelle administration.

INSURRECTION

OFFENSIVE DE L'ARMEE A SAN MARCOS

Le 26 octobre, un communiqué rebelle signale qu'une offensive de l'armée à laquelle ont participé quelques 500 militaires de la base N°18 avait été repoussée par les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- les 23 et 24 octobre.

L'information mentionne que les insurgés ont occasionné 24 pertes aux troupes officielles au cours de trois embuscades et deux affrontements qui se sont produits durant des actions de fouille menées par les soldats dans les montagnes avoisinant le Chef-Lieu départemental de San Marcos.

ATTAQUE D'UNE GARNISON

Selon un rapport émanant des rebelles et rendu public le 31 octobre, l'ORPA est à l'origine de la débandade de deux compagnies de l'armée (environ 300 soldats) et des nombreuses pertes infligées aux troupes officielles, en date du 27 octobre. Pour ce faire, il a fallu deux attaques avec feu de mitrailleuses, de mortiers et de fusils, portées contre le détachement militaire situé dans l'importante bourgade de Chicacao, dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest du pays.

L'ORPA précise que ses unités ont attaqué, par surprise, le détachement sus-mentionné, provoquant de la sorte une véritable débandade dans les rangs des soldats et de nombreuses pertes qui n'ont pas pu être évaluées mais qui sont importantes si l'on en juge par le fait que des hélicoptères de la force aérienne ont dû effectuer plusieurs voyages dans la région afin d'évacuer les blessés et morts.

OCCUPATION DE PLANTATIONS AGRICOLES

Des communiqués de l'ORPA, rendus publics le 30 octobre signalent que 10 plantations de café ont été occupées sur le plan politique et militaire, dans les départements de San Marcos, Suchitepequez et Sololà, entre le 20 et le 28 octobre. A chaque occasion des réunions politiques ont été organisées avec leurs nombreux habitants.

De même, des unités des Forces Armées Rebelles -FAR- ont, récemment, occupé le Chef-Lieu municipal de Purulhà, dans le département de Baja Verapaz et les bourgades de La Gloria et Bethania, à El Peten, où elles ont organisé des réunions politiques entre insurgés et habitants. Ces informations apparaissent dans un communiqué rebelle diffusé le 30 octobre.

ACTIVITE INSURRECTIONNELLE A EL PETEN

Un rapport des FAR, du 28 octobre, relate que des unités du FAR ont occupé tant sur le plan militaire que politique, les 24 et 25 octobre, le poste de police du village Et Pato ainsi que la coopérative Retaltecos, dans les municipalités de Sayaxché et La Libertad, situées dans le département septentrional de El Peten.

Les FAR signalent également l'occupation d'une station gouvernementale de radiocommunications, également située à El Peten.

DECLARATIONS DE L'ARMEE MISES EN DOUTE

Le 24 octobre, les milieux de communication du pays, alors qu'ils commentaient l'intensification des actions rebelles, signalaient que l'insurrection agit sur la moitié du pays, voire plus. Cette affirmation met en doute les déclarations de l'armée qui prétend contrôler la même portion de territoire.

Un rapport émanant de l'armée signale divers affrontements entre soldats et insurgés, survenus le 22 octobre, aux alentours des bourgades de San Lucas Tolimàn, à Sololà et Chinajà, à Alta Verapaz.

ON DEPLORE UN ACCIDENT

Le 27 octobre, l'Organisation du Peuple en Armes affirmait que l'explosion qui a détruit le petit avion au bord duquel se trouvait le Consul Honoraire de Norvège, Norman Linds et trois autres personnes, était purement accidentelle.

L'ORPA signale dans un communiqué de presse que le 23 octobre, elle avait miné la piste d'aviation de la propriété Panamà, à Santa Barbara, au Suchitepequez, étant donné que les installations de la dite plantation sont utilisées par l'armée aux fins d'exécuter des actions répressives contre la population de la région et, que l'atterrissage de l'avion de Mr Linds sur la piste était accidentel et imprévu puisque ce dernier utilise toujours sa propre piste d'atterrissage située dans une plantation voisine "Santa Adelaida".

Tout en déplorant l'accident mortel survenu le 24 octobre, l'ORPA réitère ses regrets d'autant plus que le défunt était une personne respectable qui adoptait des positions dignes face à la répression. Et, qu'il s'est toujours refusé à se faire le complice de la dite répression.

SITUATION SOCIALE

INTIMIDATION A L'ENCONTRE DE DIRIGEANTS OUVRIERS

Le 24 octobre, des dirigeants syndicaux de la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- signalaient qu'ils craignent des actions de répression du gouvernement à leur encontre à la suite des revendications salariales avancées par les secteurs ouvriers du pays.

Les syndicalistes affirment que bon nombre d'entre eux sont menacés de mort et, ils ont déclaré que parmi les diverses mesures de sécurité adoptées, ils vont modifier la structure du siège de la CUSG. En effet c'est là précisément qu'il y a 5 ans, 27 dirigeants ouvriers étaient arrêtés par les forces de sécurité gouvernementales pour disparaître ensuite.

MANIFESTATION INTERDITE

Le Général Oscar Mejía Victores, faisait savoir, le 25 octobre, que le gouvernement

interdisait la tenue d'une manifestation ouvrière convoquée pour le 2 novembre par les organisations du travail dans le but de protester contre le coût de la vie et les salaires.

Pour leur part, les travailleurs ont demandé à la population de s'abstenir de voter au cours des élections présidentielles du 3 novembre et ont signalé qu'ils ne se rendraient pas aux urnes tant qu'ils n'auront pas obtenu une juste augmentation salariale.

DROITS DE L'HOMME

APPEL LANCE A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Le 28 octobre, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG- lançait un appel "à la conscience de la Communauté Internationale pour qu'elle se penche sur le malheur du peuple guatémaltèque qui souffre des constantes violations de ses droits les plus élémentaires et celà depuis plus de 30 ans".

La CDHG a annoncé quelle était la constitution de son Conseil Consultatif formé de 23 personnalités parmi lesquelles on peut citer : l'argentin Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix; l'ancien président du Costa Rica, Rodrigo Carazo Odio; l'espagnol Joaquín Ruíz Gimenez, le français Philippe Texier, l'hollandais Theo van Doven et le britannique Lord Eric Avebury.

OCCUPATION D'UNE CATHEDRALE

Le 31 octobre, des membres du Groupe d'Appui Mutuel, GAM, composé des proches des détenus et disparus, ont occupé de façon pacifique la cathédrale métropolitaine et ont demandé la mise sur pied d'une commission qui serait habilitée à intercéder auprès du régime au nom des guatémaltèques enlevés par les forces de sécurité gouvernementales.

Les portes-paroles du GAM ont déclaré que "le gouvernement doit nous donner des informations relatives au lieu de détention de nos proches avant qu'il ne dépose le pouvoir". Le GAM signale que l'occupation se poursuivra jusqu'à ce que la situation juridique des "disparus" soit éclaircie et il a exigé, à cette fin, la mise sur pied d'une commission formée par l'Archevêque métropolitain, Próspero Penados del Barrio, le Recteur de l'Université, Meyer Maldonado, et le candidat à la présidence Vinicio Cerezo, afin qu'elle intercède auprès de l'armée et du gouvernement. Le 5 novembre, l'occupation était levée car, ont-ils déclaré, la communauté avait entendu leurs dénonciations.

ASSASSINAT D'HOMMES POLITIQUES

Luis Alberto Rosales López, candidat-maire de la municipalité de Panzòs, à Alta Verapaz pour le Parti Démocratique de Conciliation Nationale et Guillermo Klein, Procureur municipal pour le même parti au cours des élections du 3 novembre, ont été assassinés le 22 octobre.

L'assassinat de ces deux hommes politiques vient s'ajouter à une série de faits violents qui touchent tous les citoyens.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX